SAMEDI 20 JANVIER 1838.

GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE

15 fr. pour trois mois;
26 fr. pour six mois;
73 fr. pour l'année,

ON S'ABONNE A PARIS,

AU BUREAU DU JOURNAL

Quai aux Fleurs, 11.

Les Lettres et Paquets doivent être affranchis.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

JUSTICE CIVILE.

COUR ROYALE DE PARIS (1^{re} chambre.)

(Présidence de M. Simonneau.)

Audience du 19 janvier 1838.

DÉMENCE. — JEUX DE BOURSE. — ALIÉNATION DE BIENS DOTAUX. — NULLITÉ.

Nous avons exposé, dans la *Gazette des Tribunaux* du 17 janvier, les moyens présentés par Mme de Sainneville pour faire annuler l'obligation de 176,000 fr. souscrite en son nom, en vertu de sa procuration envers MM. Gibert et Baignères, agents de change, Beaudesson de Richebourg, commissaire de police de la Bourse, le comte de Narbonne-Pélet et M. Gobineau.

Dans l'audience d'aujourd'hui, M^{rs} Mollot et Berryer fils ont été entendus: le premier au nom de MM. Baignères, agent de change, Beaudesson de Richebourg, commissaire de police de la Bourse, de Gobineau, de Narbonne-Pélet, et le deuxième au nom de M. Gibert, agent de change. M^e Mollot commence ainsi:

« On a présenté cette cause, pour Mme de Sainneville, avec le prestige d'un beau talent; mais, quelque séduisante que soit la parole de mon adversaire, la vérité a aussi son prestige, et c'est la vérité que nous apportons à la Cour. »

M^e Mollot expose, en fait, que c'est Mme de Sainneville elle-même qui est venue à Paris, en l'étude de M^e Outrebou, pour y faire rédiger la procuration qu'elle voulait donner à son mari. « Le notaire, dit-il, l'avertit de l'importance de cet acte; il le lui remit pour qu'elle y réfléchît, pour qu'elle consultât à cet égard. Ce ne fut que plusieurs jours après, et malgré les représentations de M. Masson, ancien avoué, que Mme de Sainneville, persistant dans la pensée qui l'avait conduite à Paris, signa la procuration. Aussitôt elle vit MM. Gobineau et les autres créanciers de son mari, qui figurent aujourd'hui au procès; elle les pria de convertir leurs titres en un prêt qui lui serait fait à elle personnellement, en ajoutant à la somme due celle qui lui était utile pour l'acquit d'autres dettes. A cette époque, on fixait à près de 1,600,000 fr. la valeur des immeubles de Mme de Sainneville, et à moins de 1,100,000 fr. les sommes dues ou nécessaires pour tout payer. L'acte d'emprunt fut passé chez Outrebou, qui exigea la numération, en sa présence, des 176,000 fr. en écus ou billets de banque. »

« Mais les besoins successifs déterminèrent à adopter un système qui devait faire annuler non-seulement les obligations récentes contractées à Lyon ou à Paris, mais encore des actes de famille anciens, des partages des ventes opérés sans les formalités nécessaires à l'égard de biens dotaux. A l'égard de M. Gobineau, des agents de change Baignères et Gibert, de M. Narbonne-Pélet, et de M. Beaudesson de Richebourg, commissaire de la Bourse, la demande en nullité fut fondée, non comme elle s'est produite en appel, sur la prétendue démence de M. de Sainneville, qui pourtant devait être connue; on passa même rapidement sur les jeux de Bourse aujourd'hui articulés contre les agents de change, et le laconisme du jugement sur ce point l'atteste assez; on s'en tint à la discussion de la question de dotalité et de l'interdiction de vendre les biens dotaux. »

« La Cour sait comment ce moyen fut accueilli par le jugement; mais on eût dû ajouter que le Tribunal de Lyon, par des motifs encore plus amples, a aussi décidé dans l'une des causes portées devant ce Tribunal à fin d'annulation de semblables obligations, que le domicile matrimonial n'était pas à Grenoble, mais à Lyon, où la vente des biens dotaux était autorisée à l'époque du mariage. »

L'avocat, entrant dans la discussion des divers moyens de nullité, établit d'abord en principe que celui tiré de la démence de M. de Sainneville ne pourrait être invoqué à ce titre qu'autant que la démence eût été notoire, et aurait pu être connue des personnes qui contractaient avec lui. Or, poursuit l'avocat, ce prétendu état de démence, révélé par la famille seulement à l'occasion du procès, non établi par des enquêtes, mais sur le seul interrogatoire de M. de Sainneville, n'a pu avoir et n'a pas eu en effet la notoriété légale à l'époque de l'acte authentique du 31 août 1835, sollicité par Mme de Sainneville elle-même.

Le deuxième moyen de nullité, pris de prétendus jeux de Bourse, devint, par l'abandon de l'accusation primitive, étranger à M. le comte de Narbonne-Pélet, à M. Gobineau et à M. Beaudesson de Richebourg.

« Toutefois, ajoute M^e Mollot, on a jugé à propos de produire, contre ce dernier, une quittance de lui signée, et donnée à M. de Sainneville, pour une somme de 500 fr., motivée pour opérations de Bourse. Ces expressions signifient-elles donc nécessairement un concours de M. de Richebourg, avec M. de Sainneville à des jeux de Bourse? Il faut à cet égard poser des faits exacts: »

« M. Beaudesson de Richebourg a connu M. de Sainneville par l'intermédiaire de M. de Richebourg, son frère, régisseur d'un domaine appartenant à ce dernier. M. Beaudesson de Richebourg qui avait placé en bons royaux à 4 p. 0/0 une somme de 30,000 fr., fruit de ses économies après dix-huit ans d'honorables fonctions, était pressé par M. de Sainneville de faire un placement plus avantageux au moyen de l'opération du report, opération très-légale, puisque les fonds pouvaient être fournis. Mais 30,000 fr. ne suffisaient pas pour l'acquisition de la moindre portion de rente sur laquelle opère le report, 1,500 fr.: M. de Sainneville lui proposa de joindre ce petit capital à des sommes plus fortes qu'il fournirait lui-même, et de là cet arrangement par suite duquel M. de Sainneville, percevant l'intérêt, payait sa part à M. de Beaudesson de Richebourg. »

« Voilà l'explication de cette quittance, si malheureusement, si involontairement, je le crois, présentée sous une autre face par mon adversaire. Les antécédents de M. Beaudesson de Richebourg le défendent assez contre l'accusation qu'on portait contre lui, et, s'il n'eût pas été connu pour sa loyauté et son attachement à ses devoirs, il n'eût pas, certes, depuis la révolution de Juillet, été maintenu dans son poste. »

« Les agents de change Baignères et Gibert, continue M^e Mollot, ont-ils plus que les autres défendeurs à se reprocher d'avoir fait reconnaître par Mme de Sainneville de véritables différences sur des jeux de Bourse? M^e Berryer est chargé sur ce point de justifier M. Gibert. Quant à M. Baignères qui, dans tout le cours de son exercice, n'a jamais été en butte à semblable procès, il est établi que ses opérations pour M. de Sainneville, terminées au 15 mai 1835, n'ont produit en trois ans qu'une perte de 22,000 fr.; au mois de juin suivant, M. de Sainneville réclama un prêt de son agent de change, qui livra, contre des acceptations, les 20,000 fr. qui lui étaient demandés. Les livres de M. Baignères attesteront ces faits; et ce sont pourtant là les masses d'opérations dont on voulait effrayer la

Cour en lui représentant une énorme liasse de bordereaux, que nous n'avons pu consulter, mais dans lesquels nous affirmons qu'on ne saurait trouver au-delà des sommes que nous déclarons ici.

« On a opposé, il est vrai, une lettre que les agents de change Baignères et Gibert auraient jugé à propos de se faire écrire par M. de Sainneville qui y reconnaît que le prêt est réel, et n'est pas le fruit de jeux de Bourse. Cette précaution est-elle une preuve de fraude? Assurement, lorsqu'on sait avec quelle audace on réclame contre les actions judiciaires des agents de change, et de quelle prévention on cherche partout à les envelopper à cet égard, on comprend qu'ils aient eu soin d'assurer, dès l'origine, la pureté de leurs créances, et qu'ils en aient appelé à l'honneur du débiteur. »

Après quelques nouveaux développements de détail sur ce point, M^e Mollot, arrivant à la question de dotalité, établit sans s'arrêter à démontrer l'abrogation du sénatus-consulte Velléien, point de droit que n'a pas soutenu M^e Teste, que la seule question à examiner est celle du statut matrimonial, c'est-à-dire, suivant les auteurs, celle du lieu où les époux fixent, en se mariant, ou ont l'intention de fixer leur domicile. Or, de tous les faits de la cause, d'actes nombreux rapportés par l'avocat, il résulte que si le mariage a été célébré à Beaumont, s'il y a eu résidence à Présilly, deux petites communes des frontières de Savoie, si M. de Sainneville était né à Grenoble, et a habité cette ville depuis son mariage, ce n'a jamais été qu'à titre de résidence que l'il s'est trouvé dans ces diverses localités, et que le véritable domicile était la ville de Lyon, où était fixé la famille de Grigny.

Sur le fondement de ce fait, l'avocat établit en droit, à la faveur des édits de 1606, et de la déclaration de 1664, que l'aliénation du fonds dotal était permise aux femmes lyonnaises; que le contrat de mariage postérieurement rédigé, en l'an VIII, entre M. et Mme de Sainneville, n'a pu, dans la clause de dotalité qu'il a exprimée, détruire le statut qui, du jour du mariage, avait régi leur association conjugale; d'où suit que cette dotalité ne peut comprendre, avec prohibition d'aliénation, les biens appartenant à la femme toujours soumise aux édits de 1606 et de 1664. Et ce principe s'applique tout à la fois, et sans distinction, aux biens échus à la femme, soit avant, soit depuis la promulgation du Code civil, dont les dispositions sur l'inaliénabilité de la dot, n'ont point altéré la loi primordiale du mariage.

M^e Mollot termine en réfutant l'arrêt du 5 août 1833, rendu par la Cour royale de Lyon, qui n'est que le corollaire des deux autres arrêts de cassation de 1814 et 1818, cités par M^e Teste. Cet arrêt s'applique à deux époux mariés en pays de régime dotal, et auxquels est appliqué le principe de dotalité admis par le Code civil, tandis que, dans l'espèce, il est démontré que le statut matrimonial est celui de Lyon, modificatif de la dotalité.

M^e Berryer, avocat de M. Gibert, s'exprime ainsi:

« Lorsque l'on se présente pour faire annuler une obligation personnelle et après tout librement consentie; quand on conteste une dette tout au moins naturelle et dûment constatée en un acte authentique, il conviendrait d'être plus modeste et moins injurieux. On a beau prétendre qu'un vice légal entache cette obligation: on a beau articuler l'accution redoutée de jeux de Bourse; si la légalité enchaîne les magistrats, si pour obéir à la rigueur du texte, ils refusent acte on par devant eux à ceux qui réclament l'exécution d'obligations nées dans les paris de la Bourse; ce n'est pas à celui qui refuse cette exécution à se glorifier de cette impuissance du créancier; personne n'a oublié que, dès les premiers temps où s'élevèrent de tels débats en justice, si la Cour refusa de sanctionner ce qui lui parut un contrat illégal, elle flétrit formellement la mauvaise foi du débiteur, et sur ce point de sévères arrêts se trouvent dans ses archives. »

Après avoir recouru à la bourse de M. Gibert, de M. Baignères et des autres porteurs de son obligation; après avoir sauté, par leur moyen, son mari du désespoir, sa famille du besoin; après avoir assuré, avec leur argent, le repos de tous, Mme de Sainneville est venue proclamer qu'elle oubliait tous ces services, et que heureusement la loi lui offrirait des ressources pour manquer à ses engagements. Cela est-il loyal, et, avec une pareille déclaration, a-t-on le droit de parler si haut?

« Sans doute, les arrêts ont bien jugé quand ils ont blâmé les jeux de Bourse: ils ont dû satisfaire à la loi; mais les magistrats ont aussi le devoir de ne pas dépasser les rigueurs. Qu'est-ce donc que ces marchés à terme si blâmés? Est-il un emprunt, une opération de finance quelconque, dans lesquels le gouvernement ne stipule des termes pour l'exécution? La ville de Paris, dans ses marchés, dans l'émission de ses obligations avec primes, c'est-à-dire, avec les chances de la loterie, procède-t-elle autrement et ne fait-elle pas même pis? Que la justice ait donc condamné les opérations à terme, qui avaient l'apparence d'un pari: mais qu'on ne blâme pas ce qui ne rentre pas dans cette catégorie, limitée à si juste titre dans l'intérêt même du crédit public. »

M^e Berryer reproduit, dans un résumé rapide, les moyens généraux présentés par M^e Mollot pour tous les intimés.

« On a parlé, ajoute-t-il de la démence notoire du mari au moment de l'obligation. Ainsi, le 29 août 1835, Mme de Sainneville aurait pressé le notaire de dresser pour son mari, notoirement en démence, une procuration qui l'autorisait à aliéner et hypothéquer tous ses biens, à la ruiner complètement; et, deux jours après, le 31 août, le malheureux insensé aurait souscrit l'un des actes qui consacraient cette ruine de toute une famille! »

« On veut que le domicile matrimonial fût à Présilly, à Beaumont, à Grenoble, il n'importe, sous l'empire du droit savoyard ou du droit grenoblois, pur droit écrit qui aurait interdit l'aliénation du fonds dotal. Mais ne met-on pas de côté les circonstances les plus frappantes pour arriver à une telle solution? Quoi! le septième fils de M. Sallicon, notaire à Grenoble, celui qui depuis a pris le nom de Sainneville, part pour chercher fortune hors du domicile paternel; sous le costume militaire, il a le bonheur, au siège de Lyon, de préserver de tous les fléaux de la guerre civile la famille de Grigny, l'une des plus riches de la contrée; son dévouement lui mérite, après la cessation des troubles, la main de l'opulente héritière qu'il a sauvée et conduite avec sa famille dans un lieu d'asile momentané, à Beaumont, à Présilly; et parce que le mariage aura été célébré dans ce petit pays, ce sera là le domicile, le statut matrimonial qui imprimera une règle constante aux époux pour le règlement de leurs droits! et ce ne sera pas la ville de Lyon, où les époux, revenus avec la famille, habitent un riche hôtel, possèdent aux portes de la ville une belle maison de campagne, jouissent de toutes les aisances du luxe! Qui croirait à une chose aussi invraisemblable! Tous les faits, comme tous les actes de la cause, sont là pour la démentir. »

Quant aux prétendus jeux de Bourse qui auraient eu lieu dans l'espèce, l'historique de l'obligation de 176,000 fr. est nécessaire à connaître. Les dettes de la famille de Sainneville dépassaient cette somme; on pria donc les créanciers d'ajouter chacun une certaine portion contributive pour suffire à l'acquit des dettes et à de nouveaux besoins: ainsi, M. Baignères ajouta aux 20,000 fr. qui lui étaient dûs, pareille somme, et sa créance s'éleva, par l'obligation, à 40,000 fr.; ainsi des autres; et

quant à M. Gibert, il n'avait fait d'opération pour M. de Sainneville qu'à compter du mois de mars 1835, et, dans le cours de ce mois, il n'avait gagné d'autres droits de courtage sur ces opérations que 300 fr. En définitive, pendant sept mois les pertes de M. de Sainneville, constatées chez M. Gibert, sont de 19,000 fr.; c'est là le résultat net de ces immenses agiotages que mon adversaire n'a su qualifier trop sévèrement et dont il a fixé le chiffre à des centaines de millions. M. Gibert, qui est mon ami, qui ne se liait pas avec qui mériterait les outrages prodigués par mon adversaire, ne porta pas dans l'obligation une contribution illusoire et provenant de jeux; il détermina, comme il le prouve aujourd'hui par les livres, le montant de sa créance; il consentit même à renoncer à un bénéfice qui lui était dès-lors acquis; puis ajoutant au chiffre de sa créance par la portion contributive qui était sollicitée par M. de Sainneville, il fut inscrit dans l'acte notarié pour 66,000 fr. Et maintenant qu'on dise, après avoir profité de l'obligation, après que, pour satisfaire aux exigences du notaire, les deniers ont été réellement comptés à la vue de l'officier public, qu'on dise, sans s'inscrire en faux, que l'acte est menteur, et qu'il y a au fond de tout cela la réalisation de faits illégaux, la sanction de jeux illicites! Nous répondons par d'irréfusable témoignages, et nous en appelons à la conscience publique! »

La cause est continuée à vendredi prochain, onze heures précises du matin, pour les conclusions de M. Pécourt, avocat-général.

COUR ROYALE DE PARIS (3^e chambre.)

(Présidence de M. Jacquinet-Godard.)

Audience du 19 janvier 1838.

PÉTRIN MÉCANIQUE.—ASSOCIATION.—FEMME SÉPARÉE.—NULLITÉ.

Une société en nom collectif, contractée par une femme séparée de biens, est-elle radicalement nulle, de sorte que la femme ne se tienne pas même obligée jusqu'à concurrence de sa mise de fonds sur son mobilier et ses revenus? (Oui.)

Il s'agissait d'une société en nom collectif entre les sieurs Poissant et Buloz et la dame Thory, pour l'exploitation d'un pétrin mécanique, pour lequel les sieurs Poissant et Buloz avaient obtenu un brevet d'invention, et qui avait constitué leur apport en société. Celui de la dame Thory avait consisté dans une somme de 8000 fr., sur laquelle elle avait versé dans la caisse sociale 4,200 fr.

Quelque temps seulement après la signature de cette société, le brevet était tombé en déchéance, et du reste la société n'avait point été publiée.

Dans cette position, demande par la dame Thory afin de nullité de la société, comme ayant été contractée par elle sans autorisation de son mari, et comme n'ayant pas d'ailleurs été publiée.

Cette nullité avait été prononcée par un jugement du Tribunal de commerce, qui avait en conséquence condamné Poissant et Buloz solidairement et par corps à rembourser à la dame Thory la somme de 4,200 fr. par elle versée.

Devant la Cour, M^e Lignereux, avocat du sieur Poissant, soutenait que, si, à la vérité, l'art. 217 du Code civil défendait à la femme, même séparée de biens, de s'obliger sans l'autorisation de son mari, l'art. 1449 du même Code rendait à la femme séparée l'administration de ses biens, et lui conférait le droit de disposer de son mobilier et de l'aliéner, de sorte qu'il était hors de doute que la femme, séparée de biens, pouvait s'obliger sur et jusqu'à concurrence de son mobilier.

Or, la dame Thory n'avait pas fait davantage, elle s'était engagée à verser 8000 fr. dans la société en question. Ces 8000 fr. étaient un capital mobilier dont elle avait la disposition et qu'elle pouvait aliéner, elle avait donc pu entrer dans une société qui ne lui avait demandé que des valeurs dont elle pouvait disposer; son droit se bornait à demander la liquidation de cette société devant arbitres; son engagement était limité à son mobilier et à ses revenus.

M^e Dupin, dans l'intérêt de la dame Thory, démontrait, avec l'autorité de la jurisprudence de la Cour de cassation, que l'art. 1449, qui n'était qu'une exception au principe posé par l'art. 217, ne devait être entendu que dans le sens restrictif dans lequel il avait été fait; que le but de cet article était de rendre à la femme l'administration de ses biens, et que la disposition et l'aliénation de son mobilier ne lui étaient permises par cet article qu'en vue de cette administration, et pour actes de cette administration.

Or, était-ce un acte d'administration que la dame Thory avait fait en contractant la société dont il s'agit, société en nom collectif, qui rendait indéfiniment responsable envers les créanciers, et qui aurait pu consumer sa ruine? Évidemment, non. Évidemment aussi cet acte dépassait la capacité que lui avait donnée l'art. 1449, et l'acte était nul, d'une nullité radicale; dès-lors on ne pouvait la renvoyer à une liquidation dont, dès à présent, on apercevait le résultat désastreux pour elle.

« La Cour, sur les conclusions conformes de M. Delapalme, avocat-général, considérant que la convention dont il s'agit dépassait les limites appposées par la loi à la capacité de la femme Thory, restreinte aux seuls actes d'administration, et que l'association dont il s'agit se trouvant ainsi viciée dans son principe, les actes et les faits postérieurs n'ont pu produire aucun effet relativement à la femme Thory, et l'obliger même jusqu'à concurrence de sa mise de fonds, »

» Confirme. »

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR ROYALE DE PARIS (chambre des mises en accusations.)

(Présidence de M. Silvestre.)

Audience du 19 janvier 1838.

DUEL.—ARRÊT DE RENVOI.

La Cour a prononcé aujourd'hui sur les réquisitions de M. le procureur-général dans l'affaire du duel de Tours.

Voici le texte de l'arrêt de la Cour:

« Dans la nuit du 27 au 28 janvier 1837, les sieurs Baron et Pesson soupinaient à des tables différentes, dans une salle publique de Tours, à la suite d'un bal auquel ils avaient assisté. A la fin du souper, Baron se leva brusquement de table et vint se plaindre à Pesson de ce que celui-ci avait parlé de lui. Sur la réponse négative de Pesson, Baron l'injuria violemment à trois reprises, répétant chaque fois ces mots: *Vous êtes un*

grand lâche et un infâme ! En vain Pesson lui demanda si c'était bien sérieusement qu'il parlait. Baron répondit qu'oui et répéta de nouveau ses injures. Pesson étendit la main et fit un geste sans qu'on ait pu savoir si ce geste avait atteint Baron; ce dernier répliqua par un soufflet. Alors Pesson proposa un rendez-vous pour le lendemain; Baron l'accepta en disant que c'était ce qu'il demandait.

Le duel une fois résolu, les deux adversaires se séparèrent. Le lendemain, vers 9 heures du matin, Pesson arriva au rendez-vous avec les sieurs D... et L..., ses deux témoins qui avaient apporté des épées. D'un autre côté, Baron avait choisi pour ses témoins les sieurs V... et G... Le premier tenait surtout à empêcher un combat dont les suites pouvaient être fatales. Il adressa plusieurs observations à Baron; elles eurent quelque succès, et V... fut autorisé à dire que Baron reconnaissait ses torts. Des pourparlers eurent lieu entre les témoins, en présence de Baron et de Pesson. V... parlant toujours au nom de Baron, qui s'obstina à ne pas proférer un mot, dit à Pesson, que Baron reconnaissait tous ses torts, et qu'il était prêt à faire lui-même une semblable déclaration. A quoi Pesson répondit, suivant qu'il en est convenu lui-même dans ses interrogatoires, qu'il n'était pas venu pour parlementer, que celle qu'elle ne pouvait finir que par un combat ou par le refus de se battre de la part de Baron, et que sans doute celui-ci ne pouvait consentir à passer pour un lâche. Au reste, Pesson a ajouté devant le juge d'instruction, qu'il n'avait pris définitivement le parti de se refuser à tout accommodement que parce qu'il n'était sorti de la bouche de Baron aucune excuse spontanée, et qu'il se contentait de laisser parler ses témoins.

« Quoi qu'il en soit, et les instances de V... devenant encore plus vives, Pesson dit : « Messieurs, mesurez les distances. »
« Le duel étant résolu, il dut avoir lieu à l'épée; c'était l'arme qui avait été choisie par Baron lui-même, comme lui offrant le plus de chances de défendre sa vie. Les épées étaient de grandeur inégale; l'une avait sept lignes de plus que l'autre; elles furent tirées au sort; la plus longue échut à Pesson.

« En peu d'instants les deux adversaires se blessèrent mutuellement. Le coup porté à Pesson était léger, il n'en fut pas de même du coup reçu par Baron; il fut atteint au-dessous du sein droit; la blessure était mortelle. Un moment après, Baron avait rendu le dernier soupir.

« Le 13 avril dernier, le Tribunal de Tours appréciant ces faits, déclara qu'ils ne présentaient que le caractère d'un duel, lequel ne pouvait donner lieu à des poursuites.

« Le procureur du Roi près le même Tribunal, forma dans les délais de la loi opposition à cette ordonnance.

« Le 29 du même mois, la Cour royale d'Orléans, chambre des mises en accusation, statuant sur cette opposition, et adoptant les motifs de ladite ordonnance, la confirma.

(L'arrêt rend ici compte des pourvois formés contre l'arrêt de la Cour d'Orléans et contre celui de la Cour de Bourges, ainsi que des deux arrêts de cassation dont nous avons donné le texte. L'arrêt continue ainsi :)

« La Cour, après en avoir délibéré, statuant sur l'opposition du procureur du Roi du Tribunal de Tours à l'ordonnance rendue par ledit Tribunal, le 13 avril 1837 ;

« Vu les arrêts rendus par la Cour de cassation, les 22 juin et 15 décembre 1837 ;

« Vu l'art. 2 de la loi du 1^{er} avril 1837 ;

« Déclare que les faits ont été mal qualifiés dans l'ordonnance sus datée et énoncée ;

« Annule ladite ordonnance ;

« Et considérant qu'il résulte des pièces et de l'instruction, charges suffisantes contre Pesson d'avoir, le 28 janvier 1837, commis volontairement et avec préméditation un homicide sur la personne du nommé Baron ;

« Crime prévu par l'art. 302 du Code pénal ;

« Ordonne la mise en accusation dudit Pesson et le renvoi aux assises de la Seine, pour y être jugé conformément à la loi. »

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS. (6^e chambre).

(Présidence de M. Mourre.)

Audience du 19 janvier 1838.

AFFAIRE DE MALLET. — ESCROQUERIES. — ÉVASION DU PRÉVENU. — COMPARUTION DE SON PÈRE ET DE SA MÈRE. — RÉQUISITOIRE DU MINISTRE PUBLIC. — CORRESPONDANCE CURIEUSE. — INCIDENS. — RÉCLAMATIONS D'UN ASSISTANT EN USURPATION DE TITRES ET DE NOM. — JUGEMENT.

Jamais peut-être de mémoire d'habitué du Palais pareille affluence ne s'était fait voir dans l'enceinte étroite de la 6^e chambre. La publicité donnée aux débats de la dernière audience, le nom des parties, la position si digne d'intérêt des plaignants, d'une part; l'inconcevable aplomb du prévenu, de l'autre; le rôle si contradictoire de deux principaux témoins dans l'affaire; tout donnait un haut degré d'intérêt à la péripétie de ce long roman dont le dénouement n'était cependant pas annoncé pour l'audience de ce jour. Les curieux, les habitués de causes célèbres étaient de bonne heure à leur poste, et une nuée de jeunes stagiaires, non moins avides d'assister aux débats d'une cause fertile en scandales qu'aux grandes luttes de paroles des sommités du barreau, encombraient le prétoire, la partie réservée au public, et jusqu'aux antichambres.

Le bruit se répand dans l'auditoire que le prévenu, profitant de l'indulgence avec laquelle il a obtenu permission d'attendre le jugement de son affaire dans une maison de santé, a pris la fuite hier et ne comparait pas. On voit arriver cependant successivement à l'audience M. et Mme de Mallet, ses père et mère, et les témoins cités à leur requête. Au moment où l'audience est suspendue, on introduit Mme la comtesse de Villotte et sa fille.

A la reprise de l'audience M. le président Mourre dit, après avoir fait appeler la cause : « Nous recevons à l'instant un certificat émané de M. le docteur Pinael, dans la maison de santé duquel le prévenu Anatole de Mallet avait obtenu la faveur d'être placé. Il en résulte que cet individu a pris hier la fuite. (Mouvement.) Il va être en conséquence donné défaut contre lui, pour être procédé à la continuation des débats.

M^e Chauvin Belliard : C'est seulement en arrivant à l'audience que j'ai appris l'évasion de mon client; M. de Mallet, son père, demande à soumettre au Tribunal une observation.

M. le président : Approchez, sieur de Mallet.

M. de Mallet : Je m'engage à faire revenir ici mon fils.

Mme de Mallet : Nous le déterminerons aisément à se présenter pour se justifier. Ce sont sans doute les journaux qui, en rendant compte de l'affaire et en l'envoyant, l'ont déterminé à fuir.

M. le président : Savez-vous en quel lieu il est?... vous devez le savoir.

Mme de Mallet : Une dame de mes amis m'a dit hier soir savoir où il était... Cette dame m'a rapporté ses paroles : « Allez, lui a-t-il dit, allez consoler ma mère. » Je vous demande en conséquence remise pour nous donner le temps de faire entendre à notre fils ses véritables intérêts, en l'engageant à se représenter.

M. le président : On ne peut pas accorder à un prévenu une remise en se fondant sur son évasion.

M^e Chauvin : Le Tribunal se rappelle qu'il y a trois jours, nous

demandions remise, et ce n'était pas en nous fondant sur ce fait; c'était dans un tout autre intérêt que celui qui naît de ce déplorable incident : c'était pour les besoins de la défense.

M. le président : L'audience avait été réglée à aujourd'hui pour le réquisitoire à demain pour la plaidoirie. Le défaut est prononcé.

M^e Chauvin : Et si le prévenu se présente demain ?

M. le président : Qu'il se présente demain, et le Tribunal verra s'il doit rabattre le défaut.

M. l'avocat du Roi à la parole.

M. Croissant, avocat du Roi, prend la parole, et, dans un réquisitoire de deux heures, qui a constamment captivé l'attention de l'auditoire, il retrace avec un rare talent les incidents nombreux de ce procès.

« Messieurs, dit-il,

« Parmi les causes nombreuses soumises à votre appréciation, il en est sans doute qui présentent de bien graves caractères; certains prévenus comparés devant vous sous de bien redoutables inculpations; mais, dans toutes les causes sur lesquelles vous êtes appelés à statuer, j'ose dire qu'il n'en est pas de plus sérieuse, de plus grave que celle-ci : il s'agit d'escroqueries consommées par un jeune homme de vingt-deux ans, d'escroqueries consommées avec une telle habileté, qu'elles peuvent, pour son début, placer leur auteur au premier rang des industriels de ce genre les plus capables. Pour l'accomplissement de ces mauvaises actions, en effet, vous le verrez ne rien respecter : s'introduire dans une pauvre famille isolée et sans appui, mettre en avant après d'elle et exploiter avec une inconcevable audace ce que les hommes ont entre eux l'habitude de considérer comme ce qu'il y a de plus sacré, c'est-à-dire la sainteté du mariage, le sentiment de l'honneur et la foi due aux serments. Vous le verrez se faisant, pour réussir dans ses coupables projets, même un titre de ses crimes, et escroquer ainsi à une malheureuse famille ce qui lui restait d'une ancienne opulence. Et comme si la cause dans de telles circonstances n'offrait pas encore assez d'indignité, vous le verrez, après la découverte de toutes ces fraudes, joindre l'outrage à la spoliation et chercher dans le désespoir d'une défense désormais impuissante, à déshonorer ses victimes après les avoir dépouillées.

« J'ai en raison de le dire, Messieurs, cette cause est bien grave, car il ne s'agit pas seulement de la fortune, mais bien de l'honneur d'une famille entière. Si vous le permettez donc, nous commencerons par vous dire dès l'abord quelles ont été mes premières impressions dans le cours des débats qui ont eu lieu devant vous.

« Lorsque pour nous le délit a été constaté, lorsque les preuves se sont présentées en foule, toutes accablantes pour le prévenu, nous nous attendions à ce qu'il allait avouer la vérité et céder à l'évidence qui le pressait de toutes parts. Nous l'espérions, nous le disons franchement, nous l'espérions dans l'intérêt du prévenu; aussi est-ce avec la plus grande surprise que nous l'avons entendu résister à ces preuves, nier cette évidence. C'est de ce moment que nos résolutions ont été arrêtées; et nous gémissons, Messieurs, des développements que la mauvaise foi du sieur de Mallet exige de notre part.

« Mais lorsque nous avons vu deux femmes seules et sans appui venir dans leur désespoir lever les mains vers vous, se placer sous l'égide des magistrats, implorer leur secours et leur protection, les supplier de ne pas les abandonner sans défense aux coups des calomnieux qui leur étaient publiquement des paroles flétrissantes; alors, nous avons compris que d'autres devoirs nous étaient imposés, qu'il ne s'agissait pas seulement pour nous de poursuivre un délit, mais qu'il s'agissait aussi de protéger l'honneur de celles qui avaient élevé vers vous leurs mains suppliantes. Cette mission, qui est ici la nôtre, est encore une mission de justice; cette mission, nous l'avons acceptée tout entière, heureux si nous pouvons en cette circonstance non-seulement défendre la société contre des délits, mais restituer encore à des femmes traitées avec calomnie l'honneur qui est leur seul bien et qu'elles n'ont jamais dû perdre.

« Le sieur Anatole de Mallet s'introduisit, en décembre 1836, dans la maison de Mme la comtesse de Villotte. La première rencontre eut lieu dans le salon de Mme de Menager : la connaissance fut bientôt plus intime. Mais, avant d'aller plus loin, voyons ce que c'est que Mme de Villotte et M. Anatole de Mallet.

« Mme de Villotte a depuis longues années une existence très retirée. Sa fortune ne lui permet pas de hanter le grand monde, et vous avez entendu M. le docteur de Langlard vous dire que les 12,000 fr. qui lui ont été volés faisaient peut-être un capital supérieur à la dot de l'une de ses filles. Elle vivait donc dans un cercle très restreint d'amis. Ses habitudes sont connues et tous ceux qui la connaissent savent que son cœur s'ouvre généralement à la voix du malheur des autres. Lorsqu'un malheureux se présente, elle ne sait pas le refuser, et à plus forte raison vous pensez ce qu'elle dut être pour l'homme qui se présentait comme aspirant à être l'époux de sa fille.

« Le sieur Anatole de Mallet n'a que 22 ans, mais il a beaucoup vécu : il a vu venir vous verrez tout à l'heure que c'est un de ces jeunes gens habitués aux orgies, à la débauche, qui passent leur jeunesse dans les lieux publics les moins famés, et qui, quoique sans fortune, n'en méritent pas moins grand train, ont recours aux ressources des usuriers qu'ils parviennent souvent, malgré toute leur défiance, à tromper eux-mêmes et à escroquer. Vous verrez enfin, pour résumer en langage du monde, ce que je pense du sieur A. de Mallet, que c'est ce qu'on appelle un *voué*. Vous allez le voir à l'œuvre et vous pourrez apprécier l'étendue de sa culpabilité.

« Le 16 janvier 1837, après la connaissance faite, le sieur A. de Mallet se présente au domicile de Mme de Villotte. Il a le bras en écharpe et paraît souffrant. A l'entendre, il vient d'être l'objet d'une tentative d'assassinat faite contre lui par un père aidé de ses enfants. Il s'agit d'une attaque qui se rattache à une affaire des plus graves; à des duels qui auraient eu lieu dans l'arrondissement de Versailles, à ce qu'on vous a dit en quelque sorte furtivement à l'autre audience. C'étaient ces duels, duels l'un et l'autre suivis de mort, qui avaient amené la tentative d'assassinat. De Mallet s'était défendu vigoureusement, armé d'une clé, il avait frappé le père au crâne et il en était mort. Par suite de cette affaire, ce que le prévenu appelle une affaire d'honneur avait été arrêtée pour le lendemain. Mme de Villotte doutait encore, mais une lettre vint lever tous ses doutes; elle est ainsi conçue :

« Madame,

« Le touchant intérêt que vous avez bien voulu montrer à un malheureux abandonné de tout le monde lui fait espérer que sa dernière prière sera entendue par vous. C'est à genoux que je viens vous supplier de vouloir bien être interprète de mes dernières volontés. Demain, mercredi soir, à cinq heures, tout sera terminé : si à huit heures vous ne m'avez pas revu, la tombe se sera fermée sur moi en me rendant au repos dont je suis si privé depuis si long-temps. Brisez alors le cachet, et faites parvenir la lettre si jointe à son adresse. Ma pauvre mère ! ô ciel ! vous la lui porterez vous-même, cette lettre ! Vous lui apprendrez que son malheureux fils n'existe plus; vous lui direz que je suis mort en prononçant son nom et celui de... »

« Si quelques jours de cette malheureuse vie me sont encore réservés, si je terrasse l'ennemi qui m'a provoqué, j'ai la consolation de penser que vous direz que je n'étais pas criminel, que j'ai fait mon devoir, celui d'un homme d'honneur... Mais pour moi, cent fois vaut mieux mourir !

« Recevez mes vœux bien sincères,

« Signé, ANATOLE DE MALLET. »

« S'il s'agit d'un fait vrai, reprend M. l'avocat du Roi, vous comprendrez une pareille lettre; mais que pensez-vous de celui qui l'a écrite, s'il vous est démontré aussi clair que le jour, que tout cela n'est que supposition, qu'Anatole de Mallet ne s'est pas battu, et qu'il n'a inventé cette fable que pour s'introduire dans la confiance de Mme la comtesse de Villotte, que pour être admis à passer plusieurs nuits chez elle à côté de ses filles, que pour mettre à exécution un plan de séduction froidement préparé et concerté de longue main.

« Mme de Villotte, frappée d'inquiétude, se transporte aussitôt chez M. le docteur de Langlard; elle lui dit : « Un des amis de ma famille se bat

« demain à 5 heures du soir. Il s'agit d'un duel à mort; le malheureux » jeune homme est déjà blessé; il a eu le bras traversé dans une attaque » nocturne où on en voulait à ses jours; ils ne peut se battre qu'avec les » plus grands désavantages. Je vous en supplie, docteur, faites des dé- » marches; courez; empêchez ce malheureux duel. » M. le docteur de Lan- » gland se rend aussitôt chez M^{me} de Mallet; il cherche; il ne trouve nulle part » Anatole de Mallet. Le temps se passe; 8 heures arrivent; c'est l'heure où » le testament de mort doit être ouvert; c'est l'heure où la tombe a dû se » refermer sur le malheureux jeune homme... Mme de Villotte est en proie » aux plus horribles tortures... M. le docteur de Langlard lui ad- » esse des » consolations... De Mallet arrive; et en arrivant il ne peut prononcer que » ces mots : « Il est mort; » et des convulsions nerveuses s'emparent de lui. » On est obligé de le placer sur un canapé; on lui prodigue avec empres- » sement tous les soins que sa position semblait exiger.

« Cependant, au milieu de tout cet émoi, une observation a frappé le docteur. Le jeune de Mallet vient de se battre aux buttes Montmartre, en hiver, à cinq heures du soir, quand la nuit est close; puis ses bottes sont parfaitement luisantes, et cependant il fait de la boue. Il y a plus, ses cheveux sont soigneusement frisés, le héros prétendu de la butte Montmartre à toute la coquetterie d'un héros de bouclier... »

« M. le docteur de Langlard va trouver Mme de Mallet, malgré la recommandation qu'on lui fait de ne pas aller tourmenter cette pauvre mère. Il lui fait part de l'état où se trouve son fils, et celle-ci n'en est pas affectée, elle répond tranquillement que ces crises n'ont pas de conséquences fâcheuses. Le docteur lui dit que sans doute elle est fort inquiète de ne pas avoir vu rentrer son fils, et voilà qu'elle répond qu'il n'est pas sorti, et qu'il a passé toute l'après-midi et la soirée au chevet de sa sœur malade, occupé à lui faire une lecture... Voulez-vous supposer maintenant qu'il soit réellement sorti, il faudra qu'il soit rentré après sept heures, et que, froidement, après ce duel à mort, il soit revenu se faire cirer les bottes, se friser, et s'habiller pour aller de la chez Mme de Villotte. Vous comprenez qu'il est impossible d'admettre l'une ou l'autre de ces suppositions. Il faut donc reconnaître dès à présent que ce prétendu duel des buttes Montmartre n'est pas plus vrai que les deux autres duels dont il avait parlé auparavant.

« Mais voici quelles sont les conséquences de cette misérable comédie. A. de Mallet est saisi de violentes convulsions; on l'a transporté sur une chaise longue; il est impossible qu'il retourne à la maison de ses parents. M. le docteur Langlard lui prodigue des soins, et il remarque que son pouls n'indique jamais le moindre mouvement fébrile. Il veut visiter cette blessure qui a nécessité un bras en écharpe et qui depuis deux jours n'a pas été pansée. A. de Mallet s'y oppose, et vous l'avez entendu à la dernière audience s'écrier à demi-voix : « En vérité ! c'est une inquisition ! » Comme s'il y avait une inquisition dans le désir de cette bonne dame qui croit à tout ce qu'on lui a dit, et veut aller au devant même des soins qu'elle croit nécessaires au jeune homme.

« Des soupçons s'élevèrent dans l'âme de Mme de Villotte, il s'agit de les faire disparaître. Voici la lettre que de Mallet écrit à cet effet; il a été absent quelques jours et s'est dit malade :

« Madame,

« J'ose espérer après tous les bons soins que vous m'avez prodigués qu'en vous donnant de mes nouvelles je vous causerai quelque satisfaction. Un docteur pourrait mettre sur mon bulletin de santé, non un mieux, mais un moins mal. J'ai suivi vos bons conseils, j'ai cherché à me calmer, je me suis traité, j'ai pris un bain, je me suis mis à 9 heures au lit et je me suis endormi; mais quel sommeil ! quelle nuit !... »

« Le lendemain je me suis levé... Quel réveil ! Il y avait là un jeune homme de dix-neuf ans qui m'attendait pour venger ses frères, pour venger son vieux père... Il fallait que ce pauvre enfant eût bien souffert depuis mercredi, car je ne pouvais le reconnaître. Sa vue me faisait mal et je détournais les yeux, mais il me dit : « Vous croyez que je viens vous » demander satisfaction, non, Monsieur, non. Je retire la parole que » j'avais donnée. Mon père est mort, Monsieur, vous savez que mon » père est mort ? Vous le savez, Monsieur, dites moi, le savez-vous ? »

« Puis il y eut une pause horrible. Il regarda fixement celui qui avait tué son père; il fit un effort violent sur lui-même et reprit : « On avait » exigé de moi une promesse de vengeance; mais j'ai vu votre conduite » envers mon pauvre frère, envers mon pauvre Jules : je l'ai trouvée » noble et grande. Je retire mon engagement, et je vous donne ma pa- » role d'honneur que vous n'aurez plus désormais à craindre de nous ni » attaque ni provocation. Oubliez, Monsieur, oubliez une malheureuse » famille; plaignez, Monsieur, plaignez ceux que vous avez plongés dans » la désolation. Vous m'avez privé de mon père, de mes deux frères. Il » ne me reste plus que ma mère... ma pauvre mère ! Elle n'a plus que » moi pour essuyer ses larmes et lui prodiguer des consolations ! Il faut » sacrifier ma vengeance à une cause aussi sainte... et cette cause, Mon- » sieur, c'est ma mère. »

« Je me pris à regarder ce pauvre enfant, j'avais le cœur percé. J'eus un instant une idée atroce; je tenais à la main quelque chose... J'allais succomber... J'étais en proie à d'infénales pensées... Ah ! ma pauvre tête ! Un nuage passa sur ma vue ; je crus que j'allais expirer.

« Rentré chez moi (l'auteur de cette lettre, reprend M. l'avocat du Roi, oublie que plus haut, il a dit qu'il n'était pas sorti et qu'il venait de se lever.) Rentre chez moi, j'ai été malade, bien malade; je me suis couché sans pouvoir reposer mes membres fatigués. Depuis quatre jours, j'ai parcouru une longue période de mon existence. J'ai beaucoup vécu; je suis bien vieux, et pourtant je n'ai que vingt-deux ans !... Pardonnez-moi, madame, ces longues confidences. (Le reste de la lettre est écrit avec le même pathos et la même affectation.)

« Cependant, continue M. l'avocat du Roi, Mme de Villotte n'avait pas grande confiance dans tous ces détails. Il y avait heureusement près d'elle, alors, un homme d'excellent conseil, un homme, qui dans toute cette affaire a joué un rôle plein de noblesse et de loyauté; nous désirons que ces paroles soient bien entendues et qu'elles soient pour lui une juste réparation. (Les regards se portent avec intérêt sur M. le docteur Langlard placé parmi les témoins.)

« M. le docteur Langlard ouvre les yeux à Mme de Villotte qui, ne sachant comment mettre à la porte Anatole de Mallet, chargé de ce soin ce médecin; celui-ci s'en acquitte le plus doucement qu'il peut. Mais la famille de Mallet intervient; elle se présente pour attester la vérité du duel et nous insistons sur ce point qu'ils ont formellement nié dans leurs interrogatoires. Ils ont prétendu que ces démarches avaient eu le mariage pour but; c'est un fait faux. Nous sommes en janvier et les ouvertures pour le mariage n'ont eu lieu qu'au mois de mai; et, d'ailleurs, le prévenu interrogé sur ce point a donné un démenti formel à son père et à sa mère. La conférence a le résultat qu'on en attendait; on affirme à Mme de Villotte la vérité du duel; on va jusqu'à dire que de hauts magistrats se sont compromis pour parvenir à la soustraction des corps des victimes; et Mme de Villotte croit ce qu'on lui dit, tout incroyablement cela paraît. Elle croit ce qu'on lui dit; elle vous l'a naïvement déclaré à cette audience : « J'ai vu, a-t-elle dit, que je m'étais trompée; je me suis » crue obligée à donner un grand et juste dédommagement à la famille » de Mallet que j'avais imprudemment accusée. »

« C'est ici, Messieurs, que vous allez voir A. de Mallet, désormais sûr de sa position, tout mettre en œuvre pour en tirer parti. Au mois de février, il écrit une lettre; il a souscrit pour un de ses amis, nommé Ernest, une lettre de change de 5,000 fr. « Je suis perdu, dit-il, je suis gentilhomme; s'il faut que je subisse la contrainte par corps, je suis déshonoré. » Le reste de la lettre est remplie de ce pathos sentimental que vous connaissez déjà. « Quoi ! dit-il, moi bon gentilhomme, il me faudra courber » ma tête sous le guichet d'une prison ! Moi gentilhomme, il me faudra » suivre un homme qui me dira : « Marche avec moi !... »

« Mme de Villotte s'intéressait déjà à ce jeune homme; elle le regardait presque comme son genre; elle va chez son banquier, et remet à Anatole de Mallet les 5,000 fr. qu'il demande.

« M. l'avocat du Roi établit ici que cet Ernest n'est pas un être imaginaire. Il écrit à cette époque, non de Sainte-Pélagie, mais de son domicile à de Mallet, une lettre dans laquelle il lui demandait, non 5,000 fr., mais 1,000 fr., 500 fr., au moins, et cela pour 48 heures. Le fait de la lettre de change, souscrite au profit d'Ernest, ne peut se concilier avec cette lettre; on n'emprunte pas 500 fr. quand on a trompé un ami, en lui faisant souscrire une lettre de change de 5,000 fr.

« Cependant les propositions de mariage allaient leur train; les parents y donnaient les mains. A. de Mallet songe à un nouvel emprunt, un in-

digne ami l'a encore trompé et est parti furtivement pour la Martinique. Il emploie encore là les phrases à son usage; il n'a plus d'espoir, il va partir pour l'Afrique et chercher la mort, car il doute de la fidélité et des sentiments de celle qu'il aime.

Ma mère, dit-il dans sa lettre, j'ai encore été trompé, trompé par ce qui j'appelle mon frère. Oh ! c'est affreux, voyez-vous ! lui, m'a vu abuser dans ma position. Il m'a abusé, il a menti ! aussi je n'ai plus de larmes, je ris de mes maux qui sont désormais sans remède.

J'ai accepté une lettre de change en blanc sans date, on vient de la tirer sur moi à quinze jour. Arthur part, lui, il part dans quatre jours, et je serai arrivé peu à Sainte-Pélagie... Mais non, non, je n'ai pas : vous me tuerez plutôt. Etre prisonnier, être esclave ! moi, jamais ! vous me feriez courber la tête sous un guichet de prison... jamais ! jamais, entendez-vous bien ?... » Et puis des phrases à n'en plus finir sur cette horrible position. (Rires dans l'auditoire.)

Oh ! cela n'est pas plaisant, reprend M. l'avocat du Roi, car cela est l'escoquerie la plus lâche, la plus habilement concertée qu'on puisse voir. C'était un piège tendu à la générosité de la plus excellente personne. Il disait qu'Arthur Duplessis était parti pour la Martinique, et le voilà cependant qui court au Havre, après avoir obtenu ces 6,000 fr., pour les dépenser comme vous allez l'apprendre; mais avant, il faut voir la part que la famille a prise à ce prêt de 6,000 fr.

Voici une lettre de Mlle Delphine de Mallet écrite à Mlle de Villotte : « Ma chère Tullia, je viens vous demander si c'est ce soir que nous verrons chez ma mère pour la grande affaire en question. »

M. l'avocat du Roi établit ici par les dates qu'il ne s'agissait pas là du mariage, ainsi qu'on l'a voulu faire entendre. A cette époque, Mme de Mallet parlait hautement de sa répugnance pour l'union projetée. Il ne s'agissait donc que du prêt d'argent. Il établit ensuite que la lettre de change Duplessis n'est qu'un mensonge fait à plaisir; il le prouve en lisant des lettres de ce Duplessis, où il est question d'un emprunt de 3,000 fr. à faire à deux par un mutuel échange de signatures et à quatre mois de date.

M. l'avocat du Roi établit ici, par la lecture de la correspondance d'un nommé Ernest Bunel avec Anatole de Mallet, que les 6,000 fr. obtenus à l'aide de toutes ces manœuvres, ont été dépensés en folles orgies. Anatole de Mallet, dans ses lettres, réclame dix louis à Bunel, et celui-ci lui répond qu'il aurait bien trouvé la somme auprès d'une personne en l'intéressant à la position de son créancier; mais cette personne n'a pas pensé, au train que menait Anatole de Mallet, qu'il eût réellement besoin des dix louis qu'il réclamait impérieusement. « Nos orgies, ajoute-t-il, nos folies, ont toutes été sues et je suis dans la plus fautive position depuis cela; j'ignore encore par quels moyens je pourrai m'acquitter. »

« Et voilà l'homme, s'écrie M. l'avocat du Roi, qui s'était introduit dans la famille de Villotte; voilà l'homme qui donnait sa parole de gentilhomme pour gage de l'exécution de ses promesses; voilà l'homme qui écrivait que toute sa vie était dévouée à adorer l'ange qui l'avait remis dans la bonne voie et qui lui avait fait connaître le véritable bonheur; celui qui peut seul procurer la vertu ! Le voilà ! Il vole à une pauvre veuve une somme de 6,000 fr. et il va la dépenser en folles et dégoûtantes orgies à Caen et à Lisieux ! »

M. l'avocat du Roi raconté avec les pièces que la grande contestation sur les 10 louis entre Mallet et Bunel finit par une provocation en duel. Il donne lecture d'une lettre dans laquelle ce dernier écrit à de Mallet qu'il l'attend à Rouen avec un témoin. « Nous ne savons pas, dit-il, comment s'est terminée cette affaire; mais avec la connaissance que nous avons maintenant des forfanteries et des lâches mensonges du prévenu, nous avons tout lieu de croire, et nous l'espérons fort, dans l'intérêt de Bunel, que celui-ci est aujourd'hui en parfaite santé. » (On rit.)

M. l'avocat du Roi arrive ici à l'escoquerie des 1,400 fr. qui seule, d'après l'ordonnance de la chambre du conseil, confirmée par la Cour royale, est qualifiée délit et soumise aux magistrats. Il montre Anatole de Mallet jettant, dès l'emprunt des 6,000 fr., les fondements de cette soustraction; parlant de la place magnifique qu'il devra soit aux bontés de Mme Adélaïde, soit à l'entremise de son prétendu parent, M. de Cercey, soit enfin au puissant patronage de MM. de Châteaubriant et Jules Janin. Il oppose les faits aux allégations des pères du prévenu, relativement à leurs sentiments prétendus à cette époque. Dans l'instruction, ils ont prétendu qu'ils s'étaient constamment opposés au mariage. Il les montre à cette époque recevant à dîner Mme de Villotte. Il rappelle que c'est ce jour là même que Mlle Delphine de Mallet offrit à Tullia le couvert d'argent déposé en ce moment sur le bureau, et sur lequel sont gravées les armes des deux maisons.

« Est-il possible, ajoute M. l'avocat du Roi, en présence de ces faits désormais hors de tout conteste, de soutenir que le mariage n'était pas arrêté. Dame de Mallet, si, comme vous l'avez dit, vous ne vouliez pas donner votre consentement au mariage; si, comme vous n'avez pas craint de le dire encore, votre fils n'avait cédé qu'aux agaceries de Mlle de Villotte, il ne fallait pas souffrir qu'il empruntât 11,000 fr. à cette famille. Ce n'est pas ainsi qu'agit une honnête personne; ce n'est pas après des engagements pris, des serments donnés et reçus, des paroles de gentilhomme prononcées bien haut, qu'on se retire en dépoignant ses victimes et en leur jetant à la face, pour comble de lâcheté, les injures de la nature de celles que nous venons de relever. Non, cent fois non, cette conduite n'est pas celle d'honnêtes personnes. » (Profonde sensation.)

M. et Mme de Mallet se parlent à voix basse et avec toute l'apparence d'une vive agitation.

« Savez-vous ensuite ce qui est arrivé, quand la famille de Villotte a été dépoignée; on est parti pour des terres en Bretagne, c'est-à-dire qu'on a été se cacher à Fontenay-sous-Bois. »

M. de Mallet, père : Comment, se cacher !

M. l'avocat du Roi : Oui, se cacher, se cacher comme se cache le malfaiteur; se cacher en changeant de nom, en louant non sous le nom de de Mallet, mais sous le nom de Lajorie, qui n'est pas le sien, mais qu'on a volé à M. l'abbé marquis de Mallet, qui seul a le droit de le porter. (Vive sensation.)

M. l'avocat du Roi rend compte ici des manœuvres employées par le prévenu pour se faire remettre les 1,400 fr. « Il allait avoir la place tant désirée qui devait permettre le mariage et donner la possibilité de s'acquitter. Mais vingt compétiteurs étaient là : il fallait un cautionnement de 1,500 fr., et le cautionnement manquait... la place allait manquer aussi. Que fait Mme de Villotte en cette circonstance ? Elle n'a plus d'argent... Elle tire de son armoire plusieurs plats d'argent, reste de sa vieille opulence, et va les porter au Mont-de-Piété. On ne peut lui prêter que 1,300 fr. et il en faut 1,400; elle prend tout ce qu'elle a dans son secrétaire, et remet les 1,400 fr. demandés. Savez-vous, Messieurs, ce qu'on en a fait ? On a acheté un cheval anglais qu'on a été conduire à Fontenay-sous-Bois. C'est un procès qu'on a eu à ce sujet avec le propriétaire qui nous l'a appris. »

Les deux positions des adversaires dans cette cause sont désormais bien établies :

D'une part, confiance absolue, désintéressement admirable, générosité complète;

De l'autre, lâcheté, trahison, mépris de la foi due au serment.

Rien n'a été négligé de la part de la famille de Mallet pour tromper, pour arriver à ses fins déloyales; ainsi Mlle Delphine de Mallet écrivait : « Mon frère vous aime, aimez-le donc aussi, Tullia; c'est un digne et honnête jeune homme. Faites-lui donner sa parole de gentilhomme. » C'est là un secret entre vous et moi; je viens de vous donner le talisman de mon frère. »

Et on voudrait venir aujourd'hui en présence de ces lettres soutenir qu'il y avait opposition aux projets de mariage ! On ose venir ici déclarer sous rougir qu'il y a eu séduction, captation de la part des dames de Villotte ! Mais le voyez-vous donc ce héros de bouidoir, ce héros des buttes Montmartre, ce spadassin d'estaminet; le voyez-vous séduire, subjugué, lui qui dépense en orgies à Caen et à Lisieux les 6,000 fr. qu'il a arrachés à une pauvre veuve en vérité ces allégations sont si misérables qu'on leur fait trop d'honneur en daignant les réfuter. »

M. l'avocat du Roi parle ici des lettres de Mlle Tullia de Villotte qui vont bientôt devenir le sujet d'une nouvelle tentative d'escoquerie. Il déclare qu'après les avoir toutes lues et relues, avec plus de sévérité que n'en comportent ordinairement les jugemens du monde, il n'y a pas trouvé un seul passage reprehensible ou contraire aux plus strictes con-

venances. « Il y a plus, ajoute-t-il, c'est qu'après ce qui s'est passé il est étonnant que la correspondance ne contienne rien de plus. La pureté des mœurs de Mlle de Villotte doit en ressortir avec d'autant plus d'éclat.

Vous les lirez ces lettres, vous y verrez partout l'honnêteté et candide abandon d'une jeune fille qui ouvre son âme à l'homme auquel elle a donné, en présence et de l'aveu de sa mère, son cœur et sa foi; mais, en même temps, vous y verrez partout la dignité de la femme qui se respecte. »

Comment maintenant qualifier autrement que par l'indignation que vous avez ressentie, que nous avons ressentie nous-même, et qui a eu pour elle toute l'opinion publique, les étranges calomnies qu'on n'a pas craint d'apporter à cette barre contre cette jeune fille ? Il est impossible de qualifier cette déposition autrement que vous ne l'avez fait vous-mêmes, en la renvoyant à son auteur et en lui déclarant que vous n'en vouliez pas parce qu'elle était tachée d'imposture. Eh quoi ! l'aurait été dans une soirée intime, en présence de vingt personnes, sous les yeux de Mme de Mallet, de son fils que Mlle Tullia de Villotte aurait été s'asseoir sur les genoux d'un homme qu'elle ne connaissait pas, qu'elle voyait pour la première fois !

En repoussant cette déposition avec tout le dédain qu'elle méritait, vous avez fait un acte de justice; vous avez rendu à une jeune fille l'honneur qui lui appartient; vous avez hautement proclamé qu'elle n'avait pas perdu ses droits à votre estime, comme elle ne les a pas perdus à la nôtre. Ce peu de paroles la vengeront de l'outrage qui lui a été fait et suffira pour déruire les impressions fâcheuses que la calomnie, la plus lâche des calomnies, avait pu élever contre sa réputation. » (Sensation; bravos dans l'auditoire; Mlle Tullia de Villotte fond en larmes dans les bras de sa mère.)

M. l'avocat du Roi passe ici aux faits qui concernent M. le docteur de Langlard; il établit qu'il a été trahieusement attaqué par derrière et qu'il résulte de la déposition de M. le capitaine Devaux lui-même, dont la conduite dans cette affaire a été fort honorable, que les voies de fait sont accompagnées de la circonstance aggravante de préméditation. Il félicite M. le docteur de Langlard de sa conduite si pleine d'honneur, et de loyauté; en règle générale, il a bien fait de refuser le duel; dans l'espece, il n'appartenait pas à un homme comme lui de se commettre avec un pareil adversaire.

M. l'avocat du Roi parle ici du honteux usage fait par de Mallet des lettres de Mlle Tullia de Villotte. On lui redemandait ces lettres, il répondit qu'elles étaient en gage chez un usurier, ce qui, au reste, n'était pas vrai; il offrit de les rendre pour 1,000 fr. d'abord, pour 700 fr. ensuite. Il ajouta que si on n'en passait pas par ses conditions, il les garderait pour en faire tel usage que de raison et pour s'en amuser dans sa vieillesse.

« Ah ! Messieurs, poursuit M. l'avocat du Roi, si les débauches d'Anatole de Mallet le laissent arriver à la vieillesse, s'il arrive jamais à cet âge où les idées sont froides, calmes et réfléchies, il ne s'amusera pas en relisant ces lettres, il n'en rira pas; mais il versera des larmes de sang, en songeant au mal qu'il a fait à une honorable famille en cherchant à la déshonorer après l'avoir volée. Au lieu d'en rire, il pensera à l'énormité de sa faute et il s'en repentira; seule et tardive réparation qui lui sera permise alors. » (Mouvement.)

Parlant de la prévention de port d'armes prohibées imputée à M. de Langlard, M. l'avocat du Roi établit qu'il était en cas de légitime défense, qu'il avait prévenu un commissaire de police. Il abandonne donc la prévention sur ce point.

« Il est rare, dit en terminant M. Croissant, qu'on voie affaire plus sérieuse; non-seulement elle intéresse toute la société, mais encore l'honneur des familles. Que ceux qui m'entendent tirent de ces tristes débats cet utile enseignement que lorsqu'un homme mène une vie dissipée, au lieu de se livrer au travail, il arrive tôt ou tard au délit. Qu'ils apprennent qu'on ne se joue pas impunément de tout ce que les hommes respectent au monde, et des sentiments sur lesquels repose la moralité de la société humaine. »

Nous concluons à ce que M. de Langlard soit renvoyé de la plainte; à ce que le prévenu soit déclaré coupable d'escoquerie et de voies de fait, avec préméditation, et condamné au maximum de la peine. (Ce réquisitoire, écouté constamment en silence, est suivi de marques nombreuses d'approbation.)

M. le capitaine Devaux, l'un des témoins de l'affaire, s'approche de la barre : « M. l'avocat du Roi, dit-il, en parlant de spadassin d'estaminet, n'a certainement pas voulu me désigner; je désire seulement... »

M. l'avocat du Roi : Nous nous sommes empressés nous-même de rendre justice à votre conduite dans cette affaire.

M. Devaux : Je voulais seulement dire que M. le docteur m'a rendu pleinement justice.

M. le docteur de Langlard : C'est vrai.

M. Devaux : J'ai été le trouver pour lui témoigner honorablement le regret que j'éprouvais de n'avoir pu concilier l'affaire.

M. le président : Le Tribunal rend de nouveau hommage à votre conduite; elle a été constamment honorable. (A M^e Chauvin.) Si le prévenu ne doit pas se présenter demain, nous allons juger.

M^e de Mallet : Il est impossible qu'il se présente demain.

M. le président : Nous allons délibérer.

Un monsieur se présente à la barre et prie le Tribunal de lui permettre une observation.

M. le président : Comment vous appelez-vous ?

R. Je m'appelle Henry-Auguste-Olivier, marquis de Mallet. Il se peut que je sois parent éloigné du prévenu, et pour l'honneur de mon nom je supplie le Tribunal de mettre dans son jugement le nom de Mallet de la Madelaine qui est le sien.

M. le président : Etes-vous parent de M. l'abbé de Mallet ? — R. Oui, Monsieur, je suis son cousin issu de germain.

D. Etes-vous de la famille du général Mallet ? — R. Je ne puis vous le dire.

M. le président, à M. de Mallet père : Etes-vous de Mallet de la Madelaine ?

M. de Mallet : Oui, Monsieur.

M. Olivier de Mallet : J'ai encore, M. le président, à protester contre une allégation du prévenu. Il s'est dit ancien page; pour l'honneur du corps des pages je proteste contre cette allégation qui est de toute fausseté; c'est mon frère Edouard de Mallet qui en a fait partie.

M^e Beaudement, avoué, conclut, dans l'intérêt de M^e de Villotte, à 1,500 fr. de restitution et 10,000 de dommages-intérêts.

Le Tribunal délibère sans quitter l'audience et rend le jugement suivant :

« Attendu, en ce qui touche le port d'armes prohibées reproché au docteur Langlard,

« Qu'il résulte des circonstances de la cause que sa vie était menacée; que cela justifie les précautions par lui prises pour se défendre; qu'il avait d'ailleurs prévenu un commissaire de police;

« Qu'il y a eu bonne foi évidente;

« Le renvoi de la plainte;

« En ce qui touche le prévenu Anatole de Mallet de la Madelaine, adjuvant le profit du défaut et faisant droit;

« Recoit Mme de Villotte intervenante;

« Déclare Anatole de Mallet coupable des délits d'escoquerie et de voies de fait avec préméditation;

« Le condamne à cinq ans de prison, 500 fr. d'amende, 1400 fr. de restitution et 10,000 fr. de dommages-intérêts envers la partie civile. »

CHRONIQUE

DÉPARTEMENTS.

MONTPELLIER. — EVASION ET REPRISE D'UNE FEMME DÉTENUE.

La nommée Louise Ferréol, jeune femme condamnée à 8 ans de travaux forcés pour vol, s'est évadée de la maison centrale de Montpellier, dans la soirée du 3, en se servant d'une échelle que les ouvriers travaillant aux constructions de la maison avaient laissée imprudemment à sa portée, et en franchissant, non sans périls et sans meurtrissure, le mur d'enceinte qui donne sur le boulevard. De là, cette femme s'était glissée dans les champs voisins; elle avait passé la nuit dans une cabane ouverte qui sert à renfermer les outils d'un jardinier, voyant de cette asile ignoré maints gendarmes galoper sur ses traces. Le lendemain, elle avait vagué dans la campagne, demandant ça et là de l'ouvrage, et recevant quelques aïmens de la commisération des paysans. Vers le soir, elle s'était approchée de la grande route, dans l'intention de se diriger vers Nîmes, lorsqu'elle vint à passer un ouvrier qui travaille dans une manufacture des environs.

Cet individu s'approche de l'objet immobile qu'il entrevoit dans l'obscurité; à l'aide du crépuscule, il peut reconnaître que ce n'est rien moins qu'une jeune et jolie femme. Il l'interroge avec un feint intérêt sur ce qu'elle fait là, cherche à la détourner du projet qu'elle manifeste de se mettre en route à cette heure indue, lui offre sa protection, un asile chez lui, un souper, un lit, que sais-je ? non sans entremêler ses propositions de propos galans. Louise Ferréol, tout en refusant les offres de cet inconnu, consent à le suivre, dans la persuasion, dit-elle, qu'il voudra bien lui indiquer quelque auberge modeste et retirée où elle puisse passer la nuit.

On se met en route, et les deux propos vont leur train; notre galant insiste de plus fort sur ses offres; mais à mesure que l'on approche des premières maisons et de la clarté des réverbères, il lui semble voir l'anxiété de sa protégée aller croissant. La presse de s'expliquer, jusqu'à ce que enfin celle-ci, confiante en tant de promesses, d'amoureux propos, de témoignages de dévouement, se détermine à avouer le cas fâcheux où elle se trouve.

Soudain, les sentiments de notre galant chevalier prennent un autre cours, une pensée cupide envahit son âme et en chasse tout autre désir, car il a ouï dire qu'une récompense considérable était due à celui qui livrait ou arrêterait un condamné évadé ! Il cesse donc de presser la malheureuse et trop confiante femme, lui promettant de la mener en lieu sûr. En effet, c'est à la mairie et dans les mains d'un commissaire de police qu'il l'a conduite immédiatement !

PERPIGNAN, 15 janvier. — Dimanche dernier, 7 janvier, un condamné aux travaux forcés pour 20 ans, s'était évadé de la prison de Perpignan, en franchissant le mur d'enceinte qui donne sur l'Esplanade; il a été repris le même jour. Ce malheureux s'était déchiré les mains et les cuisses en s'accrochant aux fragments de verre qui garnissent la partie supérieure de la muraille.

Une bande de dix à douze malfaiteurs espagnols que l'opinion publique signalait dans leur pays comme auteurs de vols commis à main armée, et pour avoir participé à la sédition de Figueras, dans laquelle le brigadier Tena, gouverneur de cette ville, fut assassiné, s'étaient réfugiés sur la frontière des Pyrénées-Orientales, d'où ils continuaient leurs incursions en Catalogne. L'autorité leur a fait donner la chasse; quatre ont été arrêtés et sont internés. De ce nombre, trois étaient porteurs de passeports de l'ex-consul Conder pour résider dans le département.

UN MARIAGE MANQUÉ. — M. et Mme Lebreton habitaient jadis Notre-Dame-de-Bon-Secours (Seine-Inférieure); mais ce bon M. Lebreton est mort, et son inconsolable épouse, ne pouvant rester dans des lieux qui lui rappelaient incessamment et son bonheur passé et l'énormité de la perte qu'elle avait faite, prit le parti de transférer son domicile dans la riche et populeuse vallée de Déville. Là, Mme Lebreton fit la connaissance d'un jeune homme ayant nom Daffrain. Mme Lebreton ne ferma point l'oreille aux doux propos d'amour de son jeune consolateur. Un mariage fut bientôt décidé; mais la veuve qui veut convoler à de secondes noces doit attendre dix mois; ainsi le veut l'incorruptible article 228 du Code civil. Dix mois ! c'est été un siècle pour Mme Lebreton. Il fut donc convenu que, provisoirement, il s'établirait entre les deux futurs une véritable communauté de biens.

Les choses durèrent ainsi un peu plus que les dix mois; mais il était toujours bien entendu qu'un bon mariage viendrait couronner l'œuvre; et la preuve, c'est que les bans furent dûment publiés à la municipalité et à la messe paroissiale.

Hélas ! lorsque tout fut prêt pour la cérémonie nuptiale, ne vint-il pas que le futur se dédit ! Il fait plus, il chasse sa compagne. Mme Lebreton ne se connaît plus alors; elle sait bien qu'elle ne peut forcer le perfide à l'épouser, mais elle lui intente une action en police correctionnelle, et là, que lui reproche-t-elle ? une escroquerie ! et voici comme :

Quand Mme Lebreton est venue à Déville, elle avait un certain mobilier qu'elle fit porter dans une maison louée par Daffrain; or, lorsque celui-ci l'eut répudiée, il ne voulut pas le lui rendre, et c'est pour en obtenir la restitution qu'elle plaide devant le Tribunal correctionnel de Rouen.

M^e Calenge, avocat de la plaignante, prétend qu'il y a eu, de la part de Daffrain, manœuvres frauduleuses; car, en promettant mariage, il a promis ce qu'il ne voulait ni ne pouvait tenir, puisqu'il n'est âgé que de vingt-quatre ans, et que la respectable Mme Lebreton court à grands pas sur la cinquantaine !

Au contraire, M^e Lecœur soutient qu'il n'y a, dans le fait de Daffrain, aucun caractère de criminalité, et que son client, en ne voulant point unir sa destinée à celle de Mme Lebreton, a fait acte d'homme sensé, non d'escroc.

Enfin, après bien des pourparlers et des débats auxquels a pris part Mme Lebreton, les deux adversaires ont été mis d'accord. Daffrain, qui voulait continuer le régime de la communauté... pour le mobilier seulement, ayant, non sans peine, consenti à restituer les objets appartenant à la demanderesse, le Tribunal l'a acquitté et a compensé les dépens entre les parties, vu apparemment leur ancienne qualité.

VERSAILLES. — Dans la nuit du 16 au 17 de ce mois, des malfaiteurs ont tenté d'enlever une des portes de la grille en fer du château de Viroflay, appartenant à M. Caffin d'Origny. Ne pouvant réaliser leur projet, ils ont scié par haut et par bas les différentes parties de cette grille et les ont emportées.

Il est à désirer que les auteurs d'un pareil fait soient découverts; il signale non-seulement une audace peu commune, mais caractérise un nouveau genre d'attaque contre la propriété qui ne laisse plus de sécurité aux personnes que la force publique ne peut immédiatement protéger.

PARIS, 19 JANVIER.

On se rappelle la grave contestation qui s'est élevée entre Mme la duchesse de Mortemart et Mme la comtesse de St-Aldégonde, sur l'interprétation du testament de Mme de Béthune Charost. Ce testament instituait Mme de Mortemart légataire universelle, et léguaient en même temps à Mme de St-Aldégonde un ho-